

Solidarité internationale et coopération décentralisée, les oubliées du nouvel exécutif régional en Bretagne

Comme je visitais samedi le Salon du développement durable « ouest » au Parc des expositions de la Communauté urbaine de Brest, les responsables de quatre associations de solidarité internationale et du commerce équitable qui y tenaient un stand m'ont questionné: « *mais qui est dorénavant notre élu référent au Conseil régional?* » Je n'ai pu que leur répondre qu'il n'y en avait plus...

Jean-Yves Le Drian a rendu publiques, vendredi, la composition du nouvel exécutif régional et les délégations attribuées à chacun. Il en ressort que, si les affaires européennes ont été attribuées au nouveau conseiller régional PS Pierre Karleskind, dont Jean-Yves Le Drian souhaite aussi qu'il préside la commission des finances et des transferts de compétences, en revanche les relations internationales se retrouvent orphelines.

Certes, interrogé sur cet « oubli » par le quotidien Ouest-France, Jean-Yves Le Drian a répondu qu'il s'en occuperait lui-même, ajoutant qu'il suivrait plus particulièrement la mobilisation internationale des Régions contre le dérèglement climatique. Les six années passées au sein de l'exécutif régional sortant m'autorisent à affirmer de manière catégorique que l'agenda du Président est incompatible avec une implication personnelle et constante dans ces dossiers.

Cette nouvelle situation est déplorable au regard des enjeux d'une internationalisation solidaire tant pour la Bretagne que pour ses partenaires étrangers. La solidarité internationale en Bretagne ce sont quelque 1.100 associations spécialisées auxquelles s'ajoutent d'autres acteurs bretons engagés dans des partenariats avec les pays du Sud: collectivités, établissements de formation, hôpitaux, fédérations ou clubs sportifs, festivals culturels, organisations syndicales et comités d'entreprise. Depuis 2005 la Région, sous ma supervision, a mis en place une plateforme permanente des acteurs bretons de la solidarité internationale, ABCIS, et doté la Bretagne d'un site internet interactif dédié aux relations entre la Bretagne et les 150 pays en développement. Que vont devenir ces outils? En outre près de 500 collectivités ou intercommunalités bretonnes sont engagées dans des accords de coopération décentralisée avec des collectivités étrangères. Qui va animer ce réseau?

Par ailleurs, depuis 2004 le nombre des coopérations décentralisées à caractère général que la Région Bretagne a contractées est passé de 2 (province chinoise du Shandong et Etat libre de Saxe) à 6: se sont ajoutés le Pays de Galles, la région polonaise de Wielkopolska et les deux régions malgaches d'Analanjirô et d'Anosy. A cela s'ajoutent aussi des coopérations plus thématiques avec d'autres régions: Toscane (formation continue), Bohême du sud (partenariats lycéens et montage de projets européens), Etat brésilien du Minas Gerais (recherche et innovation). Qui assurera des liens constants avec ces collectivités étrangères pour permettre l'émergence de projets? Qui prendra l'initiative de réunir les acteurs bretons concernés par ces coopérations, comme je le faisais depuis 2004, pour permettre les mutualisations et les synergies?

Quant à la mobilisation internationale des Régions dans la lutte contre le dérèglement climatique que Jean-Yves Le Drian a évoquée dans son entretien avec Ouest-France, je suis bien placé pour savoir qu'elle requiert une attention de tous les instants. L'idée d'implanter en Bretagne, en l'occurrence à Brest, le centre expert CLIMSAT, né d'une coopération entre les Nations Unies et les collectivités bretonnes, n'aurait jamais germé si je n'avais pas conduit une mission exploratoire auprès du bureau Europe du PNUD à Genève en 2007, dans la perspective du premier Sommet mondial des Régions sur le changement climatique qui s'est tenu à Saint-Malo fin octobre 2008 et dont j'ai assuré la supervision politique et technique.

La solidarité internationale et la coopération décentralisée c'est ce qui permet de donner une dimension plus humaine, moins matérialiste, aux relations internationales et à la mondialisation. Lors de son discours d'investiture Jean-Yves Le Drian a déclaré qu'il entendait faire de l'internationalisation de la Bretagne une des priorités de son mandat. Mais en faisant disparaître la solidarité internationale et la coopération décentralisée du « gouvernement » de la Région il laisse transparaître une vision étroitement économiste et même commerciale de cette priorité; c'est un **recul sur les valeurs**.

Comme il n'est jamais trop tard pour bien faire, j'attends du président du Conseil régional qu'il corrige cette erreur politique et qu'il désigne un des élus membres de sa majorité pour prendre en charge le suivi et l'animation politique des coopérations internationales de la Région et des relations avec les acteurs bretons de la solidarité internationale. Puisqu'il s'est dit « à l'écoute », je n'en attends pas moins de sa part.

Christian GUYONVARC'H
conseiller régional de la Région Bretagne
(Union démocratique bretonne – Europe Ecologie Bretagne)
ancien vice-président aux affaires européennes et internationales